

IRAN-ARABIE SAOUDITE

Colère, violence et inquiétude après l'exécution d'un dignitaire chiite saoudien

L'exécution d'un dignitaire chiite en Arabie Saoudite exacerbe hier les tensions déjà vives au Moyen-Orient, en particulier en Iran où l'ambassade saoudienne à Téhéran a été en partie détruite par des manifestants en colère.

La mise à mort du cheikh Nimr Baqer Al-Nimr, figure de la contestation contre le régime saoudien, a provoqué la colère dans les communautés chiites d'Arabie Saoudite, d'Irak, du Liban, de Bahreïn et du Yémen.

Elle suscite aussi l'inquiétude de l'ONU, des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE) qui craignent qu'elle n'enflamme davantage les tensions entre chiites et sunnites dans la région.

Le dignitaire chiite de 56 ans a été exécuté samedi avec 46 autres personnes, dont un Tchadien et un Egyptien, condamnées pour «terrorisme». La plupart d'entre elles étaient des djihadistes du groupe Al-Qaïda.

«Sans aucun doute, le sang de ce martyr versé injustement portera ses fruits et la main divine le vengera des dirigeants saoudiens, a averti hier le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei. Quelques heures plus tôt, en milieu de nuit, des centaines de personnes en colère ont attaqué à coups de cocktails Molotov l'ambassade d'Arabie Saoudite à Téhéran dans laquelle ils ont réussi à pénétrer. «Le feu a détruit l'intérieur de l'ambassade», a déclaré à l'AFP un témoin. Le consulat saoudien à Mashhad (nord-est) a également été attaqué.

Le procureur de Téhéran a annoncé l'arrestation de 40 manifestants, affirmant que l'enquête se poursuivait «pour identifier les

autres responsables de cet incident». Quatre autres personnes ont été arrêtées à Mashhad. Tout en dénonçant l'exécution, le Président Hassan Rohani a qualifié d'«injustifiables» les attaques contre les représentations saoudiennes, que la police diplomatique a été chargée de «protéger». Une manifestation était prévue hier après-midi à Téhéran.

Crime haineux

Si l'indignation et la colère sont particulièrement fortes en Iran, pays musulman à 90% chiite et grand rival de l'Arabie Saoudite sunnite, des chiites ont également manifesté en Arabie Saoudite, à Bahreïn et en Irak, dans la ville sainte chiite de Kerbala (centre). L'ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite en Irak, a qualifié d'«agression» le «versement du sang pur» des exécutés. Le Premier ministre Haider Al-Abadi a fait part d'un «énorme choc» et averti du potentiel déstabilisateur de l'exécution de Al-Nimr. Au Liban, le mouvement chiite Hezbollah soutenu par l'Iran a dénoncé «un crime haineux perpétré sur la base de fausses allégations».

Cette exécution «provoquera la colère des jeunes» chiites en Arabie Saoudite, a mis en garde Mohammed Al-Nimr, le frère du cheikh. Il a précisé avoir reçu «un appel des autorités chargées de la sécurité» l'informant «que les corps des martyrs ont été enterrés dans les cimetières des



Photo : DR

musulmans et ne seront pas rendus à leurs familles.»

Le cheikh Nimr avait été condamné à mort en octobre 2014 pour «terrorisme», «sédition», «désobéissance au souverain» et «port d'armes» par un tribunal de Riyad. L'ONG Amnesty International avait dénoncé un «procès inique».

Appels au calme

Au-delà du Moyen-Orient, son exécution préoccupe les Etats-Unis, soutien traditionnel de l'Arabie Saoudite, qui craignent

que les «tensions communautaires» dans ce pays «s'exacerbent à un moment où il est urgent de les apaiser». Le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, a appelé «au calme et à la modération dans les réactions à l'exécution» et demandé «à tous les dirigeants de la région de chercher à éviter l'exacerbation des tensions sectaires». Pour la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, «ce cas a le potentiel d'enflammer un peu plus les tensions sectaires qui font déjà beaucoup de dégâts

dans la région». L'exécution de Nimr Al-Nimr, qui avait étudié dans la ville sainte de Qom en Iran, risque en effet d'aggraver encore la rivalité entre Téhéran et Riyad qui s'opposent dans les crises régionales, en particulier en Syrie et au Yémen. A Riyad, le ministère saoudien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Iran pour protester contre «les déclarations agressives» de Téhéran. Elles représentent «une flagrante ingérence dans les affaires du royaume», a-t-il dénoncé.

Peu après, Riyad a accusé l'Iran de «fulminer au sujet des droits de l'Homme» alors que Téhéran mène des exécutions «sans cadre légal clair» et est bien «le dernier à pouvoir accuser d'autres de soutenir le terrorisme». A Téhéran, le chargé d'affaires saoudien a été également convoqué au ministère des Affaires étrangères qui lui a signifié la «protestation» des autorités iraniennes.

Rohani juge «injustifiables» les attaques contre les représentations saoudiennes

Le président iranien Hassan Rohani a jugé hier «totalement injustifiables» les attaques menées samedi soir contre l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Téhéran et le consulat saoudien à Machhad (nord-est).

«L'action menée par un groupe d'extrémistes hier soir à Téhéran et à Machhad (...) contre l'ambassade et le consulat de l'Arabie Saoudite, qui doivent être légalement et religieusement sous la protection de la République islamique, est totalement injustifiable», a affirmé le Président Rohani, selon l'agence officielle Irna.

Il a condamné dans le même temps l'exécution

du dignitaire chiite saoudien Nimr Baqer Al-Nimr à l'origine de ces violences.

M. Rohani a demandé au «ministre de l'Intérieur de travailler avec le pouvoir judiciaire et le ministre des Renseignements pour identifier les agresseurs et les présenter à la justice pour qu'il soit mis fin à ces actions hideuses et que la sécurité des représentations diplomatiques soit assurée».

Le procureur de Téhéran avait annoncé un peu plus tôt l'arrestation de 40 personnes en lien avec l'attaque contre l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Téhéran. Quatre autres personnes ont été arrêtées à Machhad.

Ban Ki-moon «consterné» par les exécutions en Arabie Saoudite

Le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, s'est dit «profondément consterné» par l'exécution samedi par l'Arabie Saoudite de 47 personnes dont un chef religieux chiite, figure de la contestation contre le régime, a indiqué un porte-parole de l'ONU.

M. Ban a appelé «au calme et à la modération dans les réactions à l'exécution du cheikh Nimr et demande à tous les dirigeants de la région de chercher à éviter l'exacerbation des tensions sectaires», a indiqué le porte-parole samedi soir.

Le cheikh Nimr Al-Nimr, 56 ans, virulent critique de la dynastie sunnite des Al-Saoud, a été la figure de proue du mouvement de contestation qui avait éclaté en 2011, dans la foulée des prin-

temps arabes, dans l'est de l'Arabie où vit l'essentiel de la minorité chiite.

Son exécution a été accueillie en Iran par des violentes manifestations contre l'ambassade saoudienne à Téhéran, tandis que le guide suprême iranien,

l'ayatollah Ali Khamenei, a prévenu que «la main divine» vengerait l'exécution de «ce martyr» tué «injustement».

Après l'exécution du cheikh Nimr, quelques centaines d'hommes et femmes avaient également manifesté en Arabie

Saoudite, dans la ville à majorité chiite de Qatif (est), arborant des portraits du dignitaire.

«Le cheikh Nimr et certains des autres prisonniers exécutés avaient été condamnés à l'issue de procès qui posaient problème aussi bien dans la nature des

charges retenues que dans leur déroulement», a encore ajouté le porte-parole de M. Ban, rappelant que celui-ci avait «à plusieurs reprises fait part à l'Arabie Saoudite de son inquiétude» concernant le cas du cheikh Nimr.

Le Parlement turc envisage de lever l'immunité de deux dirigeants kurdes

Le Parlement turc va mettre en place une commission pour examiner la possibilité de lever l'immunité parlementaire de deux députés, dirigeants du principal parti prokurde, poursuivis pour «crime constitutionnel» après avoir parlé d'autonomie pour les régions kurdes. Selon le quotidien progouvernemental *Sabah* d'hier, la commission parlementaire de la justice va parler de la question en sous-commission, avant de proposer la mesure au Parlement.

Il suffirait d'une simple majorité, dans ce Parlement où le parti au pouvoir détient plus de la moitié des sièges, pour retirer leur immunité aux députés Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdogan.

Cette information survient au lendemain d'une déclaration du Président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a exprimé son soutien

samedi à la décision d'engager des poursuites criminelles à l'encontre de ces deux leaders kurdes, dont le premier est également son principal rival politique.

Il a affirmé qu'ils devaient «payer» pour leurs remarques en faveur de l'autonomie pour les Kurdes, et avait estimé qu'on devrait leur supprimer leur immunité parlementaire afin de faciliter les poursuites. De son côté, M. Demirtas a ironisé sur les propos du Président Erdogan, estimant que celui-ci «rendait des verdicts comme la Cour suprême», selon l'agence Dogan.

Plusieurs maires de villes kurdes sont actuellement poursuivis pour les mêmes accusations, et une vingtaine sont en détention provisoire pour cela.